

1957 L'EUROPE OU L'ÉTERNEL JE T'AIME, MOI NON PLUS 2009 PAR JACQUES MARSEILLE*

Depuis trente ans, les élections se suivent et l'Union n'arrive toujours pas à mobiliser ses citoyens. C'est qu'elle porte en elle des projets contradictoires.

Menée sans tambour ni trompette, la campagne pour les élections européennes du mois de juin 2009 est une nouvelle fois l'occasion offerte aux europhiles de se lamenter du contraste entre la gravité des enjeux et la routine désespérante dans laquelle se complaisent les dirigeants de l'Union. Comme à chaque rendez-vous électoral européen, c'est à qui rappellera à quel point ce scrutin devrait être l'occasion de réfléchir sur la capacité de l'Europe à figurer aux côtés des Etats-Unis et de la Chine parmi les acteurs majeurs du XXI^e siècle. Comme à chaque élection depuis 1979, le chiffre qui retiendra l'attention sera pourtant celui des

abstentions. Le pourcentage était de 57% en France comme en Allemagne en 2004. Il avait été de 53% en France et de 55% en Allemagne en 1999. En fait les seuls scrutins européens qui ont mobilisé les Français ont été ceux qui leur ont permis de manifester leur scepticisme. Ils furent 70% à voter en 1992 pour murmurer « oui » à 50,8% au référendum sur le traité de Maastricht instituant l'Union européenne et engageant le pays dans la voie d'une monnaie unique. Ils furent également près de 70% à voter en 2005 pour dire fortement « non » à 54,6% à la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe.

Si l'Europe se révèle impuissante à mobiliser, c'est qu'elle porte en elle des projets tellement contradictoires qu'ils ne peuvent espérer se fondre en une ambition. L'Europe de chacun des membres ne peut devenir l'Europe de tous. Avec ses presque

500 millions d'habitants et un PIB de plus de 16 700 milliards de dollars représentant 30,3% du PIB mondial (devant les Etats-Unis avec 28%), l'Europe a beau être la première puissance agricole, industrielle et commerciale mondiale, elle reste en fait un « nain » politique. Plutôt que de le regretter, mieux vaut chercher dans l'histoire les racines de ce décalage.

« Ce n'est pas à une nation démocratiquement constituée comme la nôtre [...] qu'on peut laisser prendre aisément l'habitude de sacrifier ce qu'elle croit sa grandeur à son repos, les grandes affaires aux petites ; ce n'est pas à une pareille nation qu'il est sain de laisser croire que sa place dans le monde est plus petite, qu'elle est déchu du rang où l'avaient mise ses pères, mais qu'il faut s'en consoler en faisant des chemins de fer et en faisant prospérer au sein de la paix, à quelque condition que cette paix soit



25 mars 1957

Signature du traité de Rome entre la France, le Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas), l'Italie et la République fédérale d'Allemagne. Première photo : le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Edgar Faure, à gauche, et le chancelier allemand Konrad Adenauer.

1^{er} janvier 1973

Elargissement de la Communauté économique européenne au Danemark, Irlande, Royaume-Uni (photo). La Grèce est intégrée en 1981, puis viennent l'Espagne et le Portugal en 1986.

ROGER-VIOLLET - KEYSTONE

obtenue, le bien-être de chaque particulier. » Ce propos d'Alexis de Tocqueville, en 1841, traduit bien la nature de l'exception française et l'ambiguïté de son projet européen.

Pour la France, obsédée depuis toujours par le souci de sa « grandeur », l'Europe ne pouvait et ne devait qu'assurer l'équilibre entre les deux autres « grands ». C'est ce qu'exprimait avec force le général de Gaulle quand il déclarait, dans sa conférence de presse du 23 juillet 1964 : « Il est clair que les choses ont changé. Les Etats occidentaux de notre Ancien Continent ont refait leur économie. L'empire des soviets, la dernière et la plus grande puissance coloniale de ce temps, voit contester, d'abord par les Chinois la domination qu'il exerce sur d'immenses contrées de l'Asie, et s'écarter peu à peu les satellites européens qu'il s'était par la force octroyés. De toutes ces données nouvelles, il résulte que la répartition de l'univers entre les deux camps, respectivement menés par Washington et Moscou, répond de moins en moins à la situation réelle... Il apparaît que l'Europe, à condition qu'elle le veuille, est désormais appelée à jouer un rôle qui soit le sien. Sans doute convient-il qu'elle maintienne avec l'Amérique une alliance, tant que durera la menace soviétique. Mais les raisons qui, pour l'Europe, faisaient de l'alliance une subordination s'effacent jour après jour. »

Inspiré d'une géopolitique des relations internationales héritée du XIX^e siècle, le général de Gaulle formulait une vision de l'Europe dont l'héritage pèse toujours sur ceux qui ont présidé depuis lors la V^e République : l'ambition de l'Europe doit être de devenir une grande puissance, rivale des Etats-Unis, dont la France, « le plus petit des grands », doit être le guide et l'inspiratrice.

Orthodoxie monétaire

Ce modèle vole en éclats au lendemain de la chute du mur de Berlin. Paniqué par l'hypothèse d'une Germanie restaurée, François Mitterrand s'engage alors dans une politique d'orthodoxie monétaire inspirée du modèle allemand. Roland Dumas décrypte sans fard cette « Europe faite de mieux » quand il écrit dans ses *Mémoires* publiés en 1997 : « Cette Allemagne enfin rendue à elle-même allait-elle avoir encore besoin de la Communauté européenne ? Forte de ses 80 millions d'habitants, de sa monnaie solide, de son économie dynamique, ne serait-elle pas tentée de reconstituer sous sa coupe une Mitteleuropa qui l'éloignerait de l'Ouest et du Sud et d'abord de la France ? [...] Je n'avais pas, pour ma part, d'inquiétudes de ce genre. Mais le risque existait vraiment, la parade était de pousser les feux de l'Union européenne. » C'était vouloir faire l'euro par peur de l'Al-

lemagne, espérer relancer politiquement l'Europe à partir d'un projet économique, faire de la monnaie le véhicule de toutes les utopies, contourner les déficits d'identité par des critères techniques et s'aligner sur la conception de l'Europe souhaitée par la majorité de ses membres, Royaume-Uni en tête : celle d'un grand marché pour lequel les élargissements successifs ne nécessitent aucun approfondissement politique.

Des élargissements qui donnent corps à cette conception géopolitique des Allemands résumée ainsi par le géopoliticien autrichien Jordis von Lohausen : « Si les peuples furent le support de l'Europe, les régions les y aidèrent. Les peuples sont les piliers de l'Europe. Ils en supportent le toit. Sur eux repose ce que nous appelons la civilisation de l'Occident. Ses fondements sont ces petites unités régionales ; elles en constituent la base. Construire l'Europe à long terme, c'est l'édifier au moyen de ces matériaux. L'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Italie sont, sous bien des aspects, des espaces trop grands... »

Des espaces trop grands qui ne peuvent porter, selon cette logique, aucun projet politique commun. Dans une large mesure, l'évolution historique du dernier demi-siècle suffit à expliquer les paralysies de l'Europe et la désaffection de ses peuples. ■

* Professeur à l'université Paris-I Sorbonne.



7 février 1992

Signature à Maastricht, (Pays-Bas) du traité sur l'Union européenne. Assis au centre, le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, et le Premier ministre Pierre Bérégovoy.

1^{er} janvier 1995

Elargissement de l'Union à l'Autriche, la Finlande et la Suède.



1^{er} janvier 1999

L'euro devient la monnaie unique de 11 pays de l'Union.

1^{er} mai 2004

Elargissement à 10 nouveaux pays dont la Hongrie et la Pologne. Ci-dessus, Romano Prodi, à gauche, président de la Commission, Bertie Ahern, Premier ministre irlandais, et Pat Cox, président du Parlement européen.

